



Bilan de la COP23 Climat Bonn, 6-17 novembre 2017



RAPPEL DU CONTEXTE

Pour la première fois, une COP était présidée par un petit état insulaire, les Iles Fidji, d'ores et déjà impactées par le changement climatique et la montée du niveau des mers.

Les négociateurs réunis à l'occasion de la COP23 avaient pour objectif de préparer les textes de mise en œuvre de l'Accord de Paris, dans la lignée de la COP de Marrakech. L'objectif était en particulier de préparer le dialogue de facilitation, devenu « dialogue de Talanoa » qui aura lieu en 2018 afin de réaliser un premier bilan des efforts faits par les Etats au titre de l'Accord de Paris et, pour les pays développés du Processus de Kyoto et de préparer le rehaussement de leurs engagements (NDCs) pris à la COP21 d'ici 2020.

Ces engagements conduisent aujourd'hui à une trajectoire d'environ +3°C, largement supérieure à la limite des +2°C voire 1,5°C figurant dans l'Accord de Paris. De plus, un rapport publié par le Global Carbon Project pendant la COP a montré que les émissions humaines de CO₂ sont reparties à la hausse en 2017 après trois années de stagnation. Un appel signé par 15 000 scientifiques du monde entier a également tiré la sonnette d'alarme quant à la dégradation de notre environnement, accentuée par le changement climatique. Les événements extrêmes se sont multipliés dans le monde dans les mois passés, nous rappelant l'urgence d'agir.

.PRINCIPAUX RESULTATS DES NEGOCIATIONS EN ZONE BULA

Les négociations auront cette année encore été particulièrement techniques et difficiles. Le fossé a continué à se creuser entre les pays développés et les pays en développement, ces derniers

attendant que les pays développés assument leurs responsabilités et tiennent leurs engagements, en particulier en matière de financement et de réduction des émissions. La perte de confiance est clairement visible.



Quelques avancées sont tout de même à noter notamment concernant l'inclusion des enjeux propres aux peuples autochtones et des questions du genre dans les négociations. Pour la première fois, les Parties ont réussi à se mettre d'accord sur un programme de travail sur l'agriculture pour les années à venir.

Des premiers éléments de cadrage du dialogue de Talanoa ont été fixés, mais beaucoup de points restent à clarifier. Les résultats des discussions sur ce dialogue sont disponibles [ici](#). L'écart entre les annonces scientifiques et le calendrier de l'Accord de Paris est très important. On peut s'interroger sur la capacité de la communauté internationale à définir les conditions de révision des NDCs en 2018 en vue d'obtenir des NDCs révisées en 2020 remettant sur le chemin des 2°C.

Plusieurs points de blocage sur des sujets primordiaux sont cependant apparus, notamment sur le sujet des financements (équilibre entre atténuation et adaptation, statut du fonds d'adaptation etc.), sur les pertes et dommages, sur la place de la société civile et le devenir du Global Climate Agenda (Marrakech Partnership) et sur l'ambition pré 2020.

En ce qui concerne les pertes et dommages, les discussions ont porté sur les compensations économiques ou non économiques supplémentaires aux financements climat et développement qui existent déjà qui pourraient être apportées aux pays soumis à des dommages et des pertes irréversibles causés par le changement climatique. Ce dossier a très peu avancé malgré la présidence fidjienne, directement concernée.



L'équipe de négociation américaine semble ne pas avoir bloqué directement les négociations. On notera par ailleurs une forte présence de représentants non étatiques américains regroupés sous la bannière « we are still in » : Etats, villes, entreprises etc. Ces derniers ont porté des messages politiques forts dans les deux zones de la COP. On notera également l'absence de la Russie.

PRINCIPAUX MESSAGES POLITIQUES ISSUS DU SEGMENT DE HAUT NIVEAU

Les Chefs d'Etat des pays du G77 (pays en développement) ont lancé un appel aux pays développés pour la mise en œuvre de mécanismes justes et efficaces pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris et demandé l'allocation effective des financements promis dans le cadre de cet Accord. Ils ont également fait un lien fort entre changement climatique, pauvreté, migration et terrorisme.

Les Chefs d'Etat des petites îles ont réitéré leur demande d'un réchauffement global maintenu à +1,5°C d'ici la fin du siècle, limite au-delà de laquelle leurs territoires disparaîtraient entièrement ou en partie. Ils ont également valorisé leur rôle de laboratoire de nouvelles approches en matière d'adaptation et d'atténuation.

Angela Merkel et Emmanuel Macron ont affirmé clairement la volonté d'un leadership européen pour la lutte contre le changement climatique, en particulier pour le développement des énergies renouvelables. Le positionnement de l'Allemagne sera très lié dans les mois à venir à la mise en place d'une nouvelle coalition gouvernementale.



Ceci étant, de multiples contradictions sont apparues notamment sur le problème des systèmes de production de l'énergie (charbon pour l'Allemagne et la Pologne, nucléaire pour la France, retard dans le développement des énergies renouvelables). L'UE s'est contentée de rappeler qu'elle respecterait les engagements pris.

Emmanuel Macron, se positionnant en garant de l'accord de Paris, a annoncé que la France et d'autres pays européens compenseront les besoins de financement du GIEC liés au retrait des Etats Unis. La France soutient fortement la mise en place d'un prix plancher du CO₂ au niveau européen et d'une taxe aux frontières de l'UE.

Le Président français a confirmé la tenue d'une Conférence internationale le 12 décembre prochain à Paris (One planet Summit) visant à mobiliser l'ensemble des acteurs économiques et financiers afin d'orienter les financements vers la lutte contre le changement climatique. La France a finalement confirmé la ratification rapide de l'amendement de Doha (seconde période d'engagement du processus de Kyoto). Ces messages ont été réitérés par Nicolas Hulot, Ministre d'Etat à la Transition Ecologique et Solidaire.



Ces discours politiques devront se décliner en actes rapidement pour faire face à l'urgence climatique. Plusieurs annonces ont été faites à Bonn : le Fonds d'adaptation a reçu des financements de l'Allemagne (50M€), la Suède (22M€), la Wallonie (4 M€) et l'Irlande (0,3 M€). L'Allemagne a également annoncé un financement de 50 M€ pour le fonds destiné aux pays les moins avancés. La France réserve probablement ses annonces pour la Conférence de Paris du 12 décembre prochain. La Chine, pour sa part, s'est présentée comme la championne du développement des énergies renouvelables en annonçant son intention de baisser la part du charbon dans sa production d'énergie dans les années à venir.

LE FOISONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN ZONE BONN

A l'image de la COP de Marrakech et de sa zone verte, la zone Bonn a été lieu de dynamisme et d'échanges intenses entre les différents acteurs de la société civile (collectivités et entreprises, notamment américaines), tout ceci favorisant l'émergence de projets de terrain. Pour la première fois, l'intégration des Pavillon pays dans cette zone a facilité les échanges entre les représentants de la société civile et des Etats.

Ceci étant, le fossé s'est creusé entre les zones Bula et Bonn, éloignées géographiquement. Les échanges entre négociateurs et la zone Bonn ont été presque inexistants.

Le Président français a visité la zone Bonn, ce qui constitue un signal politique de reconnaissance du rôle de la société civile dans son ensemble.



Dans cette zone Bonn, l'organisation de journées thématiques dans le cadre du Partenariat de Marrakech pour l'action climatique globale (GCA) a montré le maintien d'une volonté commune de la société civile et de la CCNUCC de valoriser les solutions opérationnelles pour différentes thématiques, dont l'eau. Le lien entre le changement climatique et les Objectifs de Développement Durable (ODD) a été établi avec l'organisation de deux journées de haut niveau sur l'ODD2 (Faim zéro) et l'ODD11 (Villes durables).

La publication pour la première fois d'un [yearbook](#) qui fait le bilan des avancées des différentes alliances du GCA et présente les recommandations portées par ces alliances, constitue un point très positif de ce processus.

Ceci étant, le GCA peine à être reconnu comme un processus permettant d'alimenter les négociations qui traitent de sujets bien plus généraux et procéduriers.

Globalement on notera une ambiance plus institutionnelle que l'année précédente, y compris en zone Bonn. On pourra regretter que la zone société civile n'ait été ouverte qu'aux personnes accréditées, les COP étant de bonnes occasions de sensibiliser le grand public.

Certains Etats se sont engagés dans des actions avec des acteurs de la société civile ou ont pris des initiatives entre eux à l'extérieur des négociations (sortie du charbon, 4 pour 1000, Alliance solaire, etc...).

QUELLE PLACE POUR L'EAU DANS CETTE COP ?

Organisée cette année en zone Bonn, la journée eau s'est découpée en plusieurs temps forts :

- Une conférence de presse.
- Une plénière d'ouverture et de clôture où de grands messages ont été délivrés. Jean Launay avait été mandaté par le Ministère de la Transition Ecologique pour représenter le Ministère en tant que président du Comité du National de l'Eau au cours de la plénière d'ouverture. Il est également intervenu lors de la clôture en tant que président du Partenariat Français pour l'Eau.

Une déclaration sur les solutions fondées sur la nature, l'eau et le climat pilotée par le PFE et les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat, a aussi fait l'objet d'une cérémonie au sein de la plénière d'ouverture. A ce jour, cette déclaration a recueilli une centaine de signatures émanant de Ministères, d'organisations des Nations Unies et d'un ensemble de représentants de la société civile.



- Un après-midi technique avec des focus sur plusieurs thématiques : financements, villes, agriculture et connaissance.



Le PFE et ses membres ont porté au cours de cette journée les messages préparés collectivement sur [l'eau et le climat généraux](#), sur [l'eau et l'ODD2](#) et sur [l'eau et l'ODD11](#).

Les conclusions officielles de cette journée sont disponibles [ici](#).

Nous retenons que les journées eau désormais institutionnalisées de COP en COP sont clairement utiles pour renforcer la visibilité des messages portés par la communauté de l'eau. Cette journée a aussi permis de commencer à tisser des liens entre la communauté de l'eau et celle de la sécurité alimentaire/agriculture, ainsi qu'avec celle des villes.

De nombreux autres événements se sont tenus sur la thématique de l'eau en zone Bonn, organisés par de nombreux acteurs du monde entier.

Le slogan « ClimatelsWater » a été largement repris dans cette zone, assurant une forte visibilité de cette initiative et de l'eau.

L'ACTION DU PFE A LA COP23

Le PFE a lui-même organisé 4 événements sur des thématiques variées et porteuses de perspectives : les impacts d'un réchauffement de +4°C sur les ressources en eau et leurs usages, avec le SIWI ; les solutions fondées sur la nature pour l'eau et l'adaptation sur le Pavillon France ; l'eau et l'adaptation dans les Etats insulaires sur le Pavillon Fidjien ; les stratégies de réduction de risques de catastrophes et les services WASH sur le Pavillon Europe.



En outre, le PFE disposait d'un stand en zone Bonn au cours de la première semaine, qui a permis d'assurer la visibilité des savoir-faire français dans le domaine de l'eau dans toute leur diversité.



La délégation du PFE comportait 65 représentants qui se sont principalement mobilisés pour la journée eau.

Le PFE, désormais observateur auprès de la CCNUCC, a participé à différentes réunions en zone Bula, ce qui lui a permis d'engager des discussions informelles avec les négociateurs de différents pays et avec des membres du Comité de l'Adaptation.

Le PFE a également participé à de nombreux side-event organisé par ses partenaires en zone Bonn et à de nombreuses réunions bilatérales.



PERSPECTIVES

L'urgence liée au changement climatique est immense et les citoyens dans le monde attendent des réponses concrètes.

Suite à la journée eau, nous retenons la nécessité pour les **acteurs de la société civile du domaine de l'eau** d'élargir la base de leurs membres à l'ensemble des métiers concernés et des continents du monde et de s'organiser, en particulier dans le cadre du Global Climate Agenda (GCA), pour **constituer une force collective de plus en plus importante et structurée fondée sur une expertise diversifiée forte de multiples réalisations sur le terrain. Cette force devra amplifier ses relations avec d'autres communautés internationale, en priorité celles de l'agriculture, de la ville, de l'énergie.**

Un débat devra être ouvert avec ses principaux membres pour trouver des **porte-paroles compétents et médiatiques afin de faciliter la diffusion de la voix de cette communauté,**

notamment pour les prochaines COP. Des personnalités telles que Bertrand Piccard (Solar Impulse) et Thomas Pesquet (Astronaute français) ont été approchés par le PFE à Bonn.

Cette force collective devra être capable de **valoriser ses savoir-faire opérationnels vers les Etats**, plus pour la prise en compte de l'eau dans leur politique nationale et leurs cadres institutionnels (révision et mise en œuvre de leur NDC en lien avec la traduction des ODD dans ces politiques) que pour les négociations liées à l'Accord de Paris, **vers les bailleurs de fonds internationaux** (en s'appuyant notamment sur l'incubateur mis en place dans le cadre du GCA) et **vers les décideurs locaux** qui décident de la mise en place de projets.

En ce qui concerne le processus multilatéral lié à l'Accord de Paris, la transmission des messages et des réalisations de cette société civile doit être envisagée via différents processus liés à cet Accord, en particulier le **dialogue de Talanoa**, et dans les **différents organes de la CCNUCC (Comité d'Adaptation, etc.) plus que dans les zones de négociations des COP.**

Le PFE, Observateur de la CCNUCC depuis cette COP 23, impliqué et reconnu depuis plusieurs années au sein de cette communauté internationale et multi-acteurs de l'eau, doit y poursuivre et y renforcer ses activités. De nouvelles dimensions ont notamment été identifiées dans ces activités lors de la COP 23 pour ce faire :

- **Solutions fondées sur la nature** : le grand succès rencontré avec la signature de la Déclaration dédiée ouvre des perspectives larges pour organiser une force collective française à ce sujet, préparer et développer un plaidoyer à l'international et valoriser le savoir-faire français. Les contacts pris à la COP avec les représentants de RAMSAR seront prolongés dans le cadre de ce chantier.
- **Gestion intégrée des eaux douces, marines et littorales en lien avec la biodiversité aquatique** : Le Président et le DG du PFE ont participé à un événement organisé par la Coalition marocaine pour l'eau et les autorités marocaines. Cet événement a acté le lancement d'une étude sur ce sujet en vue de renforcer la gouvernance entre des différents types d'eaux, associant le PFE, la plateforme source to sea mise en place par le SIWI, IWRA et l'Institut Océanographique de Monaco.

En outre, des échanges bilatéraux avec Jean Michel Cousteau, Président de Greencross France et Territoires et Nicolas Imbert son Directeur Général ont montré l'intérêt de cette organisation pour s'intégrer à ce dispositif. Une réunion entre le PFE, Greencross France et Territoires et la Coalition marocaine pour l'eau se tiendra à Paris au début du mois de décembre prochain. Des contacts ont également été établis avec les responsables de la plateforme océan-climat qui se sont montrés intéressés pour être associés à ce dispositif.

- **Coopération avec le Tchad** : une rencontre entre le PFE et le Ministre tchadien de l'eau et de l'assainissement a débouché sur la volonté d'une coopération pour faciliter les contacts entre acteurs tchadiens et français. Ces contacts viseront en particulier à soutenir le Tchad dans la révision et la mise en œuvre de ses NDCs. Ce type d'action pourrait être développé plus largement au sein du PFE avec d'autres pays. Sur la partie institutionnelle, Brune Poirson, Secrétaire d'Etat auprès de Nicolas Hulot, a indiqué son intérêt.



- **Economie circulaire** : la rencontre entre le Président du SIAAP, la Secrétaire Générale du SYCTOM et le Président du PFE tenue sur le Pavillon de l'UNESCO a permis d'identifier un chantier à lancer sur l'économie circulaire eau-assainissement-déchets-énergie.
- **Eau et alimentation** : les contacts établis avec Stéphane Travert, Ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation ont débouché sur l'intérêt de ce dernier pour une contribution du PFE à la phase nationale des Etats Généraux de l'Alimentation.

Retrouvez l'ensemble des documents produits lors de cette COP et des déclarations des Etats sur le site de la [CCNUCC](#) et le suivi au jour le jour des évènements et avancées sur [la page en direct](#) du PFE.

